II d

MTL. L.8118/1.

-6. NOV 1962

Coordination(1)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre, Adjoint aux Finances, le 26 septembre 1962, d'une demande d'avis sur un projet de loi "régissant les pensions des membres du personnel technique des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux, qui reçoivent une subvention-traitement de l'Etat", a donné le 17 octobre 1962 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 26e september 1962 door de Minister, Adjunkt voor Financiën, verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende regeling van de pensioenen van de leden van het technisch personeel der diensten voor studie- en beroepsoriëntering en der psycho-médico-sociale centra, die van het Rijk een weddetoelage ontvangen", heeft de 17e oktober 1962 het volgend advies gegeven :

C. E. Entrée 6. XI. 62

Le projet de loi tend à assurer une pension de retraite et de survie à charge du Trésor public aux membres du personnel technique des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux qui reçoivent une subvention-traitement de l'Etat.

La pension est accordée aux membres du personnel des centres et offices subventionnés qui remplissent les conditions qui sont exigées pour le recrutement du personnel de l'Etat occupant des fonctions similaires.

Le projet ne définit pas ce qu'il faut entendre par "personnel technique". L'expression en est précisée dans l'arrêté royal du 13 août 1962, organique des centres psycho-médico-sociaux et des offices d'orientation scolaire et professionnelle, qui fixe en outre les conditions de recrutement du personnel exerçant des fonctions identiques à l'Etat.

De l'analyse du projet il ressort que la pension est accordée uniquement aux membres du personnel qui reçoivent une subvention-traitement de l'Etat.D'après l'arrêté **org**anique du 13 août 1962, ce personnel forme le personnel technique desdits centres et offices.

Comme il y a une identité complète entre le personnel technique et le personnel subventionné, le projet ne doit, dès lors, pas recourir à la notion de personnel technique qu'il ne définit pas.

\+

\+ \+

.../...

La loi du 1er avril 1960 et l'arrêté organique du 13 août 1962 ont, en néerlandais, dénommé les centres psycho-médico-sociaux comme suit : "psycho-medisch-sociale centra".

Il y a lieu de remplacer dans l'intitulé et au premier article le mot "medico" par "medisch".

\+

\+ +

Etant donné que le projet se borne à étendre le champ d'application de la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et militaires, il serait préférable de rédiger l'intitulé comme suit :

"Projet de loi relative à la pension de certains membres du personnel des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux, qui reçoivent une subvention-traitement de l'Etat".

\+

\+ +

La subdivision du projet en trois chapitres ne se justifie pas, étant donné que le projet ne comporte que dix articles. Cette subdivision en chapitres pourrait, dès lors, être omise.

\+

\+ +

.../...

De l'article 1er il ne ressort pas que le projet s'applique aux centres et offices subventionnés par l'Etat.

D'après les déclarations du délégué du Gouvernement, les membres du personnel des centres et offices doivent remplir les conditions de nomination qui sont exigées lors du recrutement du personnel de l'Etat, non pas au moment de leur entrée en service, comme il est dit à l'article 1er, mais seulement au moment de leur admission aux subventions-traitements.

L'intervention du Roi pour déterminer les emplois des centres et offices subventionnés qui sont similaires à ceux des offices et centres de l'Etat n'est pas nécessaire, puisque la subvention-traitement est égale au traitement auquel l'intéressé aurait droit s'il était membre du personnel d'un office ou d'un centre de l'Etat.

Compte tenu de ces observations, les articles 1er et 2 pourraient être rédigés comme suit :

"Article 1er.-

Les lois et règlements régissant les pensions civiles à charge du Trésor public sont applicables, sous les conditions fixées à l'article 2, aux membres du personnel des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux pour lesquels l'Etat accorde des subventions-traitements.

.../...

Article 2.-

La pension est accordée aux membres du personnel qui remplissaient, au moment de leur admission aux subventions-traitements, les conditions de nomination qui sont exigées lors du recrutement des agents de l'Etat exerçant des fonctions similaires.

La justification des services accomplis dans les offices et centres subventionnés établie en matière de subvention-traitement est valable en matière de pension de retraite et de survie".

\+

\+ +

A l'article 4, les mots "à dater de l'entrée en vigueur de la présente loi" n'ajoutent rien au texte et peuvent, dès lors, être omis.

\+

\+ +

Pour éviter toute discussion au sujet du calcul de la partie de pension de retraite à réduire en vertu du second alinéa de l'article 5, il serait indiqué d'en préciser le mode de calcul.

.../...

Le texte suivant, qui constituerait l'alinéa 3 de cet article, est proposé à cet effet :

"Le montant de la réduction prévue à l'alinéa 2 s'obtient en divisant la pension de survie allouée en vertu des lois de sécurité sociale par le nombre d'années prises en considération pour l'octroi de cette pension et en multipliant le quotient ainsi obtenu par le nombre d'années qui faisaient défaut afin de parfaire les vingt années dont il est question au même alinéa 2".

\+

\+ \+

Il serait préférable de grouper les articles 6, 7 et 8, qui forment les dispositions transitoires, en un seul article subdivisé en trois paragraphes.

\+

\+ \+

Pour l'article 6 du projet (qui deviendrait l'article 6, § 1er), la rédaction suivante est proposée:

"Article 6.-

§ 1er. Pour bénéficier de la loi, les personnes visées à l'article 1er, entrées en fonctions après le 31 décembre 1951 et qui sont encore en fonctions le jour de l'entrée en vigueur de la loi, doivent être reconnues...".

\+

\+ \+

.../...

Pour éviter les conséquences d'une publication tardive de la loi, il y aurait lieu de remplacer la date du 1er octobre 1963 par un délai prenant cours au jour de la publication de la loi.

\+

\+ +

Le projet ne règle pas le sort des personnes entrées en fonctions avant le 31 décembre 1951 qui, d'après l'exposé des motifs, sont dispensées de l'examen d'aptitude. Il importe de compléter le projet sur ce point.

\+

\+ +

L'article 9 du projet trouverait logiquement sa place dans l'article 4.

\+

\+ +

Pour respecter une terminologie uniforme, il serait indiqué d'écrire, à l'article 10, a, "offices et centres libres" au lieu de "offices et centres privés".

\+

\+ +

.../...

Il serait souhaitable que l'exposé des motifs indique pourquoi la date de l'entrée en vigueur de la loi pour les offices et centres provinciaux et communaux n'est pas celle fixée pour les offices et centres libres.

Pour cet article 10 du projet, le texte suivant est proposé :

"Article 10.-

La présente loi produit ses effets le 1er octobre 1962 en ce qui concerne les offices et centres libres et entre en vigueur à une date à fixer par arrêté royal, en ce qui concerne les offices et centres provinciaux et communaux".

Doel van het wetsontwerp is, een rust- en overlevingspensioen ten bezware van de Schatkist te verlenen aan de leden van het technisch personeel der diensten voor studie- en beroepsoriëntering en der psycho-medisch-sociale centra, die wedde-toelagen van Rijkswege genieten.

Om voor dat pensioen in aanmerking te komen, moeten de leden van het personeel van de gesubsidieerde centra en diensten voldoen aan de voorwaarden welke voor de werving van Rijksambtenaren met een soortgelijk ambt zijn gesteld.

Het ontwerp zegt niet wat onder "technisch personeel" is te verstaan. Die uitdrukking is echter nader omschreven in het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra en van de diensten voor school- en beroepsoriëntering, dat bovendien ook de eisen vaststelt voor de werving van het personeel dat bij het Rijk een soortgelijk ambt vervult.

Bij nader toezien lijkt het ontwerp alleen aan die leden van het personeel een pensioen te verlenen welke van Rijkswege een weddetoelage genieten. Dat is nu volgens het organiek besluit van 13 augustus 1962 precies het technisch personeel van genoemde centra en diensten.

Aangezien gesubsidieerd en technisch personeel dus één zijn, hoeft het ontwerp niet te werken met laatstgenoemd begrip, dat het trouwens ongedefinieerd laat.

\+

\+ \+

In de wet van 1 april 1960 en het organiek besluit van 13 augustus 1962 is sprake van "psycho-medisch-sociale" en niet van "psycho-medico-sociale" centra.

Er is geen reden om die benaming te wijzigen.

+

\+ +

Aangezien het ontwerp er zich toe bepaalt de werkingssfeer van de wet van 21 juli 1844 betreffende de burgerlijke en militaire pensioenen te verruimen, ware het verkieslijk het opschrift als volgt te stellen :

"Ontwerp van wet betreffende het pensioen van sommige leden van het personeel van de diensten voor school- en beroepsoriëntering en van de psycho-medisch-sociale centra die een weddetoelage van het Rijk ontvangen".

+

\+ +

Indeling in drie hoofdstukken is niet gewettigd, want het ontwerp heeft maar tien artikelen. Men late zulke indeling derhalve vervallen.

+

\+ +

Uit artikel 1 blijkt niet dat het ontwerp ook op de door het Rijk gesubsidieerde diensten en centra toepassing vindt.

Te oordelen naar hetgeen de gemachtigde van de Regering heeft verklaard, moeten de leden van het personeel der centra en diensten aan de voor werving van Rijkspersoneel gestelde benoembaarheidsvereisten niet voldoen bij hun indiensttreding, zoals in artikel 1 is gezegd, maar eerst op het tijdstip dat ze tot de weddetoelagen worden toegelaten.

Geen bemoeiing van de Koning is nodig om te bepalen welke betrekkingen bij de gesubsidieerde centra en diensten overeenkomen met die van de centra en diensten van het Rijk, aangezien de weddetoelage gelijk is aan de wedde waarop belanghebbende aanspraak zou hebben, was hij lid van een centrum of dienst van het Rijk.

Met inachtneming van die opmerkingen, stelle men de artikelen 1 en 2 als volgt :

"Artikel 1.-

De wetten en verordeningen tot regeling van de burgerlijke pensioenen ten bezware van de Schatkist zijn, onder de in artikel 2 bepaalde voorwaarden, van toepassing op die leden van het personeel der diensten voor school- en beroepsoriëntering en der psycho-medisch-sociale centra voor wie het Rijk weddetoelagen verleent.

.../...

Artikel 2.-

Het pensioen wordt toegekend aan de leden van het personeel die, op het tijdstip van hun toelating tot de weddetoelage, voldoen aan de benoembaarheidsvereisten welke zijn gesteld voor werving van Rijksambtenaren met een soortgelijk ambt .

De verantwoording van de in de gesubsidieerde diensten en contra bewezen diensten, zoals ze bepaald is voor de weddetoelagen, geldt eveneens voor het rust- en overlevingspensioen".

+

\+ +

De zinsnede "van af het ogenblik waarop deze wet in werking treedt" in artikel 4 voegt aan de tekst niets toe en kan dan ook vervallen.

+

\+ +

Ter voorkoming van betwistingen over de wijze waarop het ingevolge artikel 5, tweede lid, af te trekken gedeelte van het rustpensioen moet worden berekend, ware die berekeningswijze nader aan te geven.

.../...

Voorgesteld wordt de volgende tekst, die het derde lid van dat artikel zou vormen :

„Het bedrag van de in het tweede lid bepaalde vermindering wordt als volgt verkregen : het krachtens de wetten op de sociale zekerheid verleende overlevingspensioen wordt gedeeld door het aantal, voor dat pensioen in aanmerking genomen jaren en het aldus verkregen quotiënt wordt vermenigvuldigd met het aantal jaren dat de belanghebbende te kort komt om de twintig jaren waarvan sprake in hetzelfde lid, te bereiken".

\+

\+ +

De artikelen 6, 7 en 8, die overgangsbepalingen zijn, versmelte men liefst tot één artikel, in te delen in drie paragrafen.

\+

\+ +

Voor artikel 6 van het ontwerp (dat artikel 6, § 1, zou worden), wordt volgende lezing in overweging gegeven :

"<u>Artikel 6.-</u>

§ 1. Om het voordeel van de wet te genieten, moeten de in artikel 1 bedoelde personen die na 31 december 1951 in dienst zijn getreden en bij de inwerkingtreding van de wet nog in functie zijn, als ... (verder zoals in het ontwerp) ...".

\+

\+ +

Om de gevolgen van een te late bekendmaking van de wet te voorkomen, vervange men de datum 1 oktober 1963 door een termijn die ingaat bij de bekendmaking van de wet.

+

+ +

De toestand van vóór 31 december 1951 in-dienstgetredenen, die volgens de memorie van toelichting vrijgesteld zijn van het onderzoek naar de lichamelijke geschiktheid, is in het ontwerp niet geregeld. Aanvulling is hier geboden.

+

+ +

Het bepaalde in artikel 9 hoort thuis in artikel 4.

+

+ +

Terwille van de eenheid van terminologie, schrijve men in artikel 10, a, "vrije diensten en centra" in plaats van "private diensten en centra".

+

+ +

.../...

Het ware gewenst in de memorie van toelichting aan te geven waarom men de wet voor provinciale en gemeentelijke diensten en centra op een andere datum in werking wil laten treden dan voor vrije diensten en centra.

Voor artikel 10 van het ontwerp wordt volgende lezing in overweging gegeven :

"Artikel 10.-

Deze wet heeft uitwerking op 1 oktober 1962 ten aanzien van de vrije diensten en centra en treedt in werking op een bij koninklijk besluit te bepalen datum wat de provinciale en gemeentelijke diensten en centra betreft".

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, raadsheren van State,

F. DUCHENE, assesseurs de la section de législation,
J. ROLAND, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. A. VANDER STICHELE, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. VANDER STICHELE, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. DE LEUZE. (s) J. SUETENS.